

# À l'École de Franqueville, près de Brionne

## Des violences scolaires dans une classe de grande section

L'école de Franqueville est confrontée à des violences scolaires dans la classe de grande section. Le comportement d'un enfant de 5 ans est en cause. Des parents se plaignent et regrettent un manque de réactivité de l'Éducation nationale.

Faut-il en parler aux médias? Christian et Nadine (les prénoms ont été modifiés) se sont longtemps posé la question, au point de vouloir annuler le rendez-vous après avoir contacté notre rédaction, avant finalement de se raviser. Le sujet est sensible, ils ne veulent stigmatiser personne, mais les faits leur ont paru suffisamment graves pour être portés à la connaissance du public.

Au début, eux-mêmes l'avouent : quand ils ont eu vent des perturbations causées par un garçon de 5 ans dans la classe de grande section à l'école de Franqueville, celle où est scolarisée leur fille, ils ont cru à de simples chamailleries, comme il en arrive souvent avec des enfants de cet âge. Mais passés les premiers mois de l'année scolaire, le climat s'est véritablement dégradé et «**cela devenait dangereux**», racontent-ils, en égrenant les gros soucis rencontrés. Des crachats, des coups de pied, des bousculades, des morsures, des cheveux tirés, des cahiers déchirés, des objets et des chaises lancés... «**Des parents se sont plaints de manière individuelle avec des mots dans le carnet ou des appels à l'Inspection académique, mais rien ne changeait et les choses ont empiré**», explique le couple.

### « Une mise en danger de nos enfants »

Alors, au printemps, Christian décide de se rendre à la sortie de l'école pour rencontrer d'autres familles concernées. «**Je voulais que ça bouge, dit-il. Il y a une mise en danger de nos enfants, c'est une question de sécurité, je devais réagir. Des enfants avaient appris à vivre avec ce harcèlement. Mais cela ne doit pas devenir une habitude**». Un matin, il distribue lui-même un courrier collectif rédigé par les représentants

des parents d'élèves « **afin que tout le monde soit au courant** » de l'inquiétude ressentie vis-à-vis du comportement du petit garçon, qui « **fragilise le suivi de l'apprentissage scolaire et provoque un fort sentiment d'insécurité au sein de la classe**, peut-on lire. **Le personnel enseignant, soucieux du bien-être de nos enfants, œuvre quotidiennement à préserver leur intégrité physique et psychologique face à cette situation.** »

La démarche se veut constructive pour l'ensemble des intéressés. « **On ne demande pas l'exclusion de cet enfant, on pense aussi à sa souffrance** », tient à dire notre témoin. L'objectif est aussi de recenser « **les victimes** » et une dizaine de parents réagissent à la lettre. Un papa, particulièrement affecté, témoigne de l'altération notable de l'état de son fils. Des élèves développeraient une phobie scolaire. « **Des parents ont demandé que le garçon ne participe plus aux sorties à la piscine, car ils avaient peur de ce qui pourrait arriver dans l'eau s'il croisait leurs enfants** », ajoute le père de famille, qui à la fin du mois d'avril se rend à la gendarmerie de Brionne, déterminé à porter plainte pour harcèlement scolaire « **et laisser une trace si jamais un drame se produisait** ».

« **La plainte n'a pas été acceptée. On m'a répondu que le parquet ne se retournerait pas contre le rectorat. Mais je voulais créer une réaction** », confie celui qui s'est aussi déplacé à Évreux au siège de l'Inspection académique pour exprimer sa colère. « **On m'a dit qu'on me comprenait en me montrant un épais dossier à ce sujet... Mais quand il y a eu les premières alertes, il n'y a jamais eu de réponses** », regrette-t-il.

## « **Ce n'est pas normal de devoir faire un scandale** »

Trente minutes après cette entrevue, les services de l'Éducation nationale réagissent en proposant d'organiser une réunion à Bernay, en présence de l'Inspecteur de l'Éducation nationale chargé de la circonscription, Jean-Yves Mary, de la directrice de l'école et des représentants des parents d'élèves.

« **Ce n'est pas normal de devoir faire un scandale pour obtenir une réaction, il y a eu un manque de réactivité et de communication** », lance Christian, convié au rendez-vous le lundi 9 mai en fin de journée. « **Mr Mary nous a expliqué que beaucoup de choses ont été faites en interne, mais que le problème n'était plus pédagogique, mais médical** », souffle-t-il, pas vraiment satisfait par les mesures décidées.

Le petit garçon doit être suivi par un pédopsychiatre et ne vient dorénavant à l'école que le matin. « **Donc nos enfants peuvent continuer de se faire harceler, mais seulement la moitié de la journée, ce n'est pas normal**, s'offusque Nadine. **Cet enfant a besoin d'attention et qu'on s'occupe de lui, mais les autres ont aussi besoin d'apprendre dans de bonnes conditions en classe. Même s'ils ne sont pas tous victimes des violences, chacun subit le bazar quotidiennement.** »

Alors qu'une cellule d'aide psychologique a été mise en place, le couple craint que la situation stagne et se montre inquiet à l'approche de la rentrée prochaine, en CP, quand les apprentissages deviendront plus poussés. « **Si rien n'évolue en septembre, je serai devant la grille de l'école pour faire barrage** », avertit Christian.

Anthony Bonnet



L'école accueille une soixantaine d'enfants dans ses trois classes (petite et moyenne section, grande section, CP et CE1)